



HAÏTI

Allocution

de

**Son Excellence
Monsieur Jovenel MOÏSE
Président de la République**

**À l'occasion du débat général de la 75ème session ordinaire de
l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies**

New York, le 24 septembre 2020

(Vérifier au prononcé)

**Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation,
Mesdames, Messieurs, en vos rangs, titres et qualités,
Distingués délégués,**

Qu'il me soit permis, en tout premier lieu, de saluer l'élection de Son Excellence Monsieur Volkan **BOZKIR**, Ministre des Affaires Étrangères de la Turquie, comme Président de la 75ème session de l'Assemblée Générale. Ce vote unanime est un témoignage de reconnaissance et un gage de succès des travaux de cette session ordinaire de l'Assemblée Générale.

Je salue également le travail remarquable de Son Excellence l'Ambassadeur Tijjani **MOHAMMAD-BANDE**, qui a conduit les travaux de la 74ème session avec une grande dextérité, malgré les difficultés liées à la pandémie du coronavirus.

Je voudrais par la même occasion féliciter le Secrétaire général, Monsieur Antonio **GUTERRES**, pour les initiatives courageuses et ambitieuses visant à renforcer l'efficacité et l'efficience du système des Nations Unies dans la perspective du bien commun de notre planète.

Monsieur le Président,

Notre monde est actuellement confronté à une crise sanitaire majeure, provoquée par le virus du COVID-19. Ses conséquences multidimensionnelles, auxquelles s'ajoutent de nouveaux conflits et des guerres asymétriques, le terrorisme et l'extrémisme violent, les inégalités socio-économiques à l'échelle mondiale et les changements climatiques doivent nous interpeller également.

Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin d'un système multilatéral plus solidaire et plus efficace. Un système qui permettra aux États membres de l'Organisation de développer des stratégies en vue de relever les défis pour atteindre la vision holistique d'un avenir meilleur pour tous. Ce, conformément à la Déclaration de ce Sommet des Nations Unies sur l'avenir que nous voulons.

Monsieur le Président,

Ce n'est pas un hasard : « **si l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde** » constitue **l'objectif numéro 1** du Programme de développement à l'horizon 2030.

Il est malheureux de constater que les efforts déployés au niveau mondial pour la mise en œuvre de cet objectif central sont loin d'être à la hauteur des besoins réels. Aujourd'hui encore, un fort pourcentage de la population mondiale souffre de la pauvreté et de la faim. Nous ne parviendrons pas à inverser la tendance sans une vaste mobilisation de ressources financières.

Le décalage est encore saisissant entre les engagements que nous avons pris et les actions en cours pour éliminer la pauvreté dans le monde. Haïti a reçu plusieurs milliards de dollars américains d'aide de la communauté internationale ces dix dernières années.

Les conditions de vie des Haïtiens ne se sont pourtant pas améliorées. Les milliards de dollars dépensés n'ont souvent pas tenu compte de nos priorités, de nos besoins ni même de notre stratégie de lutte contre la pauvreté.

Dans une perspective de développement durable, nous appelons les bailleurs de fond et tous les pays amis à réaliser une analyse critique de l'aide internationale à Haïti afin d'évaluer son efficacité.

Nous voulons des projets qui s'adaptent à nos besoins, qui répondent à nos priorités et qui nous permettent de mettre en œuvre un développement économique axé sur l'humain, sur la production nationale, sur le renforcement des capacités de nos institutions. Nous voulons des projets qui ont un impact positif sur la pauvreté et qui intègrent les enjeux sociaux et environnementaux du pays.

Certains bailleurs commencent à comprendre la nécessité de s'aligner sur la volonté du Gouvernement de la République d'Haïti en ce qui concerne le choix de ses priorités. Nous les félicitons !

Monsieur le Président,

Nous sommes à dix ans de la date butoir pour la réalisation universelle des objectifs de développement durable. Beaucoup de pays ont déjà réalisé des progrès considérables en ce sens.

D'autres, en dépit de leurs efforts, sont encore à la traîne. En Haïti, les besoins en terme d'urgences, de redressement et de développement à long terme demeurent immenses et exigent un investissement cohérent dans plusieurs domaines. En l'état actuel de mon pays, la poursuite des objectifs de développement durable constitue un défi majeur.

Des efforts gigantesques et soutenus devraient être déployés dans les domaines prioritaires tels que : les infrastructures routières, agricoles, électriques, numériques, portuaires, aéroportuaires, l'éducation, la couverture sanitaire, les logements sociaux, la mobilisation de l'investissement direct étranger, la reforestation, la protection de l'environnement, la relance de la production agricole, l'accès à l'énergie pour tous à partir de sources renouvelables, et l'accès au crédit à tous, surtout aux jeunes et aux agriculteurs.

Monsieur le Président,

J'ai pleinement conscience de la responsabilité qui est mienne de veiller à l'établissement des conditions essentielles pour garantir la sécurité, la stabilité et le développement à long terme d'Haïti. Mon Administration qui se heurte depuis quelques mois à une crise socio-économique complexe et à une polarisation excessive et violente de la classe politique, ne pourra y faire face seule. La République d'Haïti se relèvera, mais avec un appui durable, cohérent, efficace et bien coordonné de la communauté internationale.

Aujourd'hui, la République d'Haïti est amputée d'une institution indispensable à la bonne marche de la démocratie, le Parlement. Nous avons mis en place un nouveau Conseil Électoral Provisoire pour réaliser des élections crédibles, transparentes, inclusives, libres, honnêtes et démocratiques.

Fidèle à ses traditions historiques, la République d'Haïti s'est toujours évertuée à promouvoir et défendre les valeurs et principes de libertés universelles, de paix pérenne et de coopération entre les Nations du monde entier.

Sur cette base, mon pays se range constamment aux cotés des États membres de la communauté internationale désireux de bâtir un ordre mondial plus juste et plus équilibré, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

C'est dans cet esprit que je salue l'initiative du Secrétaire Général qui a formulé des propositions pertinentes pour réformer l'Organisation. Je l'encourage à intensifier les efforts pour renforcer l'ONU, afin qu'elle soit à la hauteur des nouveaux défis du 21^{ème} siècle.

A cet effet, j'encourage tous les États à s'engager, non seulement à développer une compréhension commune et à mener des actions collectives dans la lutte contre la pandémie de COVID-19, mais aussi à accélérer la mise en œuvre des programmes d'actions qui soient conformes aux trois piliers des Nations Unies : le développement, la paix et la sécurité, et les droits de l'homme.

Aux États-membres,

Pendant que je présente mes sincères condoléances aux pays qui ont été très affectés par la COVID19, je tiens à remercier tous les pays partenaires qui ont aidé l'État haïtien à faire une bonne gestion de la pandémie, en particulier la République de Chine (Taïwan).

Il est temps que le monde reconnaisse le droit à l'existence de cette nation et lui accorde la place qu'il faut dans les instances internationales, particulièrement à l'ONU.

Pour conclure, **Monsieur le Président**, je voudrais, en cette occasion exceptionnelle inviter l'Assemblée des États membres à réfléchir et méditer sur cette affirmation lapidaire, mais combien cruciale pour l'avenir de la paix, du développement et de la sécurité dans le monde de C. Wilfred JENKS : « **le choix est simple, mais brutal : ou bien nous vivons ensemble, ou bien nous périrons ensemble** ».

Je vous remercie.